

ETUDE HISTORIQUE ET TECHNIQUE DE POLLUTION PYROTECHNIQUE

CENTRE PENTIENTIAIRE DU MUY (83)

REGLEMENT DE CONSULTATION

DATE ET HEURE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :

Vendredi 4 avril 2025 à 12H00

Article 1. Acheteur public

1.1 Identification

Le maître d'ouvrage est l'APIJ – Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice
Immeuble Okabé, 67 av. de Fontainebleau, 94270 Le Kremlin-Bicêtre

1.2 Adresse auprès desquelles des informations complémentaires peuvent être obtenues

Les candidats peuvent poser des questions relatives à cette consultation en utilisant la plate-forme dédiée « PLACE », dont l'adresse est la suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

1.3 Adresse auprès desquelles les offres doivent être envoyées

Les dossiers de candidatures et d'offres devront **OBLIGATOIREMENT être adressés par voie électronique** sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur (www.marches-publics.gouv.fr), à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2727919&orgAcronyme=d3f>

Elles devront, dans tous les cas, parvenir à l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice avant la date et l'heure limites indiquées sur la page de garde du présent règlement.

Les dossiers dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus et seront détruits.

Nous vous invitons à prendre en compte les délais de téléchargement et les prérequis de la plateforme PLACE.

Article 2. Contexte de la consultation

2.1 Objet du marché

Le marché concerne une étude historique et technique de pollution pyrotechnique sur le site du futur centre pénitentiaire du Muy (83).

2.2 Mode de passation

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée, en application des articles R.2123-1, R.2123-4 à R.2123-6 du code de la commande publique.

2.3 Durée prévisionnelle du marché : 12 mois

Article 3. Contenu du dossier de consultation des entreprises

- Le présent Règlement de Consultation (RC) ;
- L'Acte d'Engagement valant également Cahier des Clauses Particulières (AE-CCP) et son annexe n°1 ;
- Le cadre de réponse pour la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;

Article 4. Présentation des propositions

Les candidats devront remettre l'ensemble des documents et renseignements suivants :

4.1 Pièces relatives à la candidature

- 1) Une « lettre de candidature » complétée avec, en cas de groupement, la désignation du mandataire par ses cotraitants (formulaire DC1 version du 1^{er} avril 2019) ;

- 2) Une déclaration sur l'honneur signée, en application de l'article R.2143-3 du code de la commande publique, attestant que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.241-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique et qu'il est en règle au regard des articles L5212-1 à L5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
- 3) Si le candidat est en redressement judiciaire au sens de l'article L.631-1 du code de commerce, ou est admis à une procédure équivalente régie par un droit étranger, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.
- 4) Le formulaire DC2 « Déclaration du candidat », indiquant les renseignements suivants :
 - Le chiffre d'affaires global de l'entreprise des trois derniers exercices disponibles et son chiffre d'affaires (en %) du domaine d'activité faisant l'objet du marché réalisées par le candidat au cours des trois derniers exercices disponibles
 - Les effectifs moyens annuels du candidat,
 - **3 références** portant sur des missions comparables à l'objet du marché exécutées durant les 3 dernières années. Les références doivent être utilement ciblées ; dans le cas où le candidat présente plus de références, **seules les 3 premières seront étudiées, dans l'ordre d'apparition dans le dossier.**

Ces documents doivent permettre au pouvoir adjudicateur de vérifier que les candidats disposent de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché.

4.2 Pièces constituant l'offre

- 1) L'acte d'engagement (AE) et ses annexes, à compléter par une personne habilitée à représenter l'entreprise
- 2) Un mémoire technique indiquant :
 - la méthodologie proposée pour chacune des phases du marché, illustrée d'extraits d'études réalisées, éventuellement anonymisées ;
 - L'organisation retenue pour assurer la qualité des prestations ;
 - Les CV et qualifications des personnels intervenants.
- 3) L'offre financière du candidat (devis)
- 4) Le cadre de réponse à la DPGF complété

Ces documents seront rédigés en français et visés par le candidat.

Article 5. Critères de sélection des candidatures

Conformément à l'article R.2144-7 du code de la commande publique, les candidats qui se trouvent dans un cas d'interdiction de soumissionner, qui ne disposent pas de la capacité économique et financière, des capacités techniques et professionnelles ou qui ne peuvent produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur sont éliminés.

Article 6. Critères de jugement des offres et négociations

La personne publique choisira l'offre économiquement la plus avantageuse selon la méthode décrite ci-après.

Le jugement des offres sera effectué en tenant compte des critères et de la pondération suivante :

Critères	Coefficient de pondération
1 – Prix	40%
2 - Valeur technique de l'offre au regard de : <ul style="list-style-type: none">- la qualité et la pertinence de l'organisation opérationnelle envisagée, notamment les CV et l'expérience professionnelle des intervenants affectés à l'exécution de la mission et la répartition des tâches.- la qualité et la pertinence de la méthodologie telle qu'elle résulte du contenu du mémoire méthodologique.	60%

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation, toutefois, la présente consultation pourra faire l'objet d'une négociation.

A l'issue de l'analyse et, le cas échéant, des négociations, l'attributaire devra fournir les attestations et déclarations prévues aux articles R.2143-6 à R.2143-10 et R.2143-16 du code de la commande publique.

Article 7. Renseignements administratifs

7.1 Date limite de réception des offres

La date et heure limite de remise des candidatures et offres est fixée en page de garde du présent règlement de la consultation.

Les dossiers qui parviendraient à l'APIJ après la date et l'heure limites ne seront pas retenus. Ils feront l'objet d'un renvoi à leur expéditeur.

7.2 Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre

Le délai minimum de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.